

Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Le-nucleaire-symptome-d-une>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°53 > **Le nucléaire, symptôme d'une démocratie défailante**

12 décembre 2012

Le nucléaire, symptôme d'une démocratie défailante

Alors qu'une écrasante majorité de Français-e-s se prononce désormais contre le nucléaire, il est vraisemblable qu'à l'élection présidentielle ils et elles seront une écrasante majorité... à voter pour des candidat-e-s pronucléaires. Comment expliquer ce décalage autrement qu'en pestant contre le "manque de cohérence des gens" ? La raison est à chercher non pas dans le manque de vertu politique des électeurs et électrices, mais dans la manière dont elle est sollicitée, à travers le processus de la représentation. Cela nous emmène vers un détour historique...

L'invention du gouvernement représentatif

Quand les constituants français reprirent à leur compte au XVIIIe siècle l'idée de démocratie, ils avaient à leur disposition des descriptions précises du gouvernement grec : prise de décision en assemblée par l'ensemble du corps des citoyens¹, magistrats tirés au sort, défraiment indispensable à la présence des citoyens qui travaillaient, etc. Mais ils inventèrent le processus de la représentation, contre la démocratie et pour des raisons qui n'avaient rien à voir avec la plus grande taille des communautés modernes².

Permettre à la voix du peuple de s'exprimer à condition que ce soit à travers celle d'un homme qui aura été jugé plus digne que la moyenne de ses concitoyens, c'est introduire dans le suffrage une dimension à proprement parler aristocratique³ où l'élection est sélection. Les fondateurs du gouvernement représentatif ont théorisé le caractère mixte, entre aristocratie et démocratie, du régime qu'ils ont inventé.

Ce furent d'abord des notables, puis des cadres de partis politiques, qui profitèrent ainsi de la sélection, dont on peut douter qu'elle amène sur le devant de la scène les personnalités les plus brillantes et les plus visionnaires de la société... Mais il reste que ces personnes, une fois élues, sont investies d'une responsabilité très particulière vis-à-vis des enjeux de l'époque.

Le nucléaire, un objet politique aristocratique

Le fossé qui se creuse entre l'opinion générale et la vision des responsables politiques tient à

plusieurs raisons. La première est sociologique : par leur sexe, leur âge, leur éducation et leur milieu socio-professionnel, les élu-e-s représentent (au sens de "donner image") bien mal le corps électoral. Celui qu'on retrouve majoritairement dans les assemblées, par la magie de la représentation et de la sélection au sein des partis, c'est l'homme blanc vieillissant (âge moyen des députés : 59,8 ans), qui a fait son éducation dans le monde radieux des années 1950 ou 1960, où le Progrès nous apporterait tout le confort imaginable et où une noisette d'uranium (français !) donnerait de l'énergie (gratuite !) pendant un an à une ville de 100 000 habitant-e-s. Cet homme-là est structurellement moins sensible aux questions environnementales que le sont les femmes et les plus jeunes⁴. L'élu-e responsable ne comprend d'autre part la lutte antinucléaire que comme une peur irrationnelle et émotionnelle de l'accident. Devant assumer son devoir au-dessus de ces faibles passions, il ou elle est tenu-e de la négliger dans son analyse politique.

Ajoutez à cela certaines – plus anecdotiques – particularités françaises (le scrutin majoritaire, qui laisse difficilement surgir des forces politiques neuves, et des liens souvent étroits avec l'oligarchie énergétique), et vous avez là les raisons qui font que la plupart des élu-e-s se refusent à céder à l'impulsion générale de sortie rapide du nucléaire.

Nous continuons néanmoins à les élire, sur le malentendu du mandat imprécis qui est l'essence même de la représentation. Même si le nucléaire s'est imposé dans la campagne, le cœur des programmes (qui détermine les choix électoraux) reste pour la plupart des Français-e-s les questions socio-économiques. Voilà pourquoi, tant que nous ne serons pas consulté-e-s spécifiquement sur le nucléaire⁵, nous continuerons à donner malgré nous aux élu-e-s pronucléaires ce qu'ils et elles pensent être des mandats pour continuer leur œuvre. Comme si de rien n'était.

Aude Vidal

Retrouvez ces analyses, plus détaillées, sur le site <https://blog.ecologie-politique.eu/category/Democratie> et dans une brochure (32 pages, petit format).

Notes :

1 : Les exclusions du titre de citoyen sont bien connues, nous n'insisterons pas dessus.

2 : La preuve étant que les outils de la démocratie directe (mandat impératif, tirage au sort) ont été écartés alors qu'ils étaient utilisables dans des États modernes.

3 : Au sens du mot grec *aristos*, meilleur. Nous n'employons pas ici le mot *oligarchie*, qui fait florès ces jours-ci, parce qu'il ne contient aucune dimension morale et ne permet pas de comprendre l'essence du gouvernement représentatif.

4 : Depuis des décennies déjà, de nombreuses enquêtes d'opinion montrent que les Français-e-s se disent majoritairement volontaires pour arbitrer en faveur de l'environnement, serait-ce aux dépens de l'économie.

5 : Ce peut être à travers un référendum ou une consultation de personnes tirées au sort, qu'on appelle une conférence de citoyen-ne-s. La seconde réunie en France, au début des années 2000, sur le thème de l'énergie, est arrivée à la conclusion consensuelle que nous devons abandonner l'énergie nucléaire... Ses conclusions sont restées lettre morte.